



38EME CONGRES NATIONAL DES SEM A BORDEAUX

SEANCE SEM ET COOPERATION INTERNATIONALE

Pour cette première réunion consacrée à la coopération internationale organisée par la Fédération, de nombreux dirigeants de Sem ayant déjà part de leur motivation pour s'associer à cette action nouvelle étaient présents le 13 octobre à Bordeaux.

Les témoignages de deux Sem déjà très actives dans ce domaine ont permis de « découvrir le paysage » :

- Jean-Christophe LYNCH, directeur général adjoint de la SEMAPA (75), a fait état d'accueil de stagiaires, de participation à des délégations d'experts français constituées par le Gouvernement et de sollicitations croissantes pour accueillir de délégations (94 par an) si bien qu'un centre d'information a été réalisé à cet effet sur le site « Paris Rive Gauche » aménagé par cette Sem.
- Thierry DUFLOT a présenté les actions de la SAGEP (75), en soulignant comme M. LYNCH que celles-ci étaient peu ou pas rémunérées, qu'il s'agisse d'accueillir des délégations, d'exercer des missions d'expertise ou de participer à ces programmes humanitaires dans le domaine de l'eau.

Dans ces deux cas, il a été souligné que la Sem intervient en tant « qu'entreprise citoyenne », le plus souvent à la demande de sa collectivité actionnaire et que ce type d'activité ne saurait guère devenir, sauf ponctuellement ou à long terme, une réelle forme de diversification.

L'échange qui a suivi a permis de constater que le souci d'échange avec des collègues d'autres pays était tout aussi fort que le souhait de positionner son savoir faire et d'arrêter les priorités du réseau Sem et coopération internationale qui va se mettre en place d'ici fin 2004 :

- élaboration d'une plaquette de présentation
- sensibilisation et promotion du réseau auprès des pouvoirs publics, bailleurs et partenaires parties prenantes dans la coopération internationale.
- Information régulière par internet des membres du réseau sur les actions envisagées ou réalisées, et les dispositifs d'appui existant (appel d'offres, financements,...)

Les représentants de DEXIA (Marie-Alice LALLEMAND-FLUCHER) et de l'Agence Française de Développement (Louis-Jacques VAILLANT) ont fait état de leur soutien à cet démarche, et souligné que celle-ci s'inscrivait dans un contexte opportun :

- développement de la décentralisation dans de nombreux pays
- intérêt croissant porté au PPP institutionnel, en particulier dans les pays ayant massivement privatisé

Rendez-vous à été pris au congrès de Montpellier en octobre 2005 pour dresser un premier bilan.